

III) LA LIBERTE EXISTE-T-ELLE EN DEHORS DU DOMAINE POLITIQUE ?

Rappel : La liberté comme « libre-arbitre » est une **capacité intérieure**, intime, de choisir. Elle est la capacité d'accepter ou de refuser de façon absolue.

En tant que telle, elle est **semblable** toujours **contrariée** par l'existence des lois, auxquelles il faut obéir.

En ce sens, comme nous l'avons vu dans la première partie, la liberté et la société ne semblent pas faire bon ménage : si je vis au milieu des autres, leur existence met nécessairement un frein à ma liberté, car je ne peux pas choisir de faire ce que je veux quand j'en ai envie.

Toutefois, cette conception de la liberté est essentiellement **moderne**, et elle repose sur l'idée que la liberté, c'est avant tout mener sa propre vie comme je l'entends, indépendamment des autres. Selon cette conception la liberté serait une **affaire essentiellement privée**, ma liberté ne regardant personne, mes choix m'appartenant – et je serais d'autant plus libre que les lois, la morale, la politique, me laisseraient tranquille.

C'est toute la différence, pointée par **Benjamin CONSTANT**, entre **la liberté selon les « Modernes »** (c'est-à-dire depuis l'époque moderne, que l'on peut dater à partir de la Renaissance) et **la liberté selon les « Anciens »** (c'est-à-dire selon la tradition antique : grecque et romaine).

* Pour les Anciens, la sphère privée n'était du tout la sphère de la liberté : au contraire, dans le foyer, on pourvoyait aux nécessités **de la vie** : **manger, dormir, élever des enfants** – autant d'activités qui reproduisent simplement la vie individuelle et la vie de l'espèce, et qui ne sortent pas des **impératifs biologiques**. La vie et son entretien exigent de se soumettre à des exigences que l'homme ne choisit pas : les exigences du corps, de la santé, de l'hygiène, qui sont dictées par la nature. **L'homme n'est pas libre dans son foyer, il est asservi à la nécessité vitale.**

Dès lors, la « liberté » correspondait à *tout autre chose* : elle signifiait la possibilité de sortir du foyer pour rejoindre **la place publique**, et **participer à la vie politique de la cité**.

À Athènes, l'*agora* (place publique) est au centre de la cité, et les hommes libres s'y rencontrent entre égaux pour discuter des lois, débattre, voter, bref exercer le pouvoir politique, partagé par tous les citoyens libres, au sein d'une démocratie conçue comme **directe** : pas de représentants, pas d'élus, mais une participation directe du peuple.

Pour participer à la politique, il fallait donc être « libéré » des nécessités vitales ; **la liberté était conçue comme essentiellement politique, et on n'était « libre » qu'en entrant dans le domaine public**. Cette liberté nous délivrait du travail et de la vie domestique.

En contre-partie, quand on était assigné par son statut ou son sexe au travail ou à la vie domestique, on ne pouvait pas aspirer à la liberté politique : **ainsi les esclaves et les femmes étaient exclus de la démocratie (qui en réalité concernait un nombre de citoyens assez restreint).**

* Cette conception est donc très éloignée de celle des **Modernes** : *« Le but des modernes est la sécurité dans les jouissances privées ; et ils nomment liberté les garanties accordées par les institutions à ces jouissances. »* (Constant)

Les « jouissances privées », c'est-à-dire les plaisirs et les occupations qui n'intéressent pas le domaine public, et concernent le foyer, l'intimité, la vie de famille ou les amis. Le moderne veut surtout qu'on le laisse tranquille, et la participation aux affaires publiques l'intéresse peu. **Il ne vise pas la liberté politique, mais le « bonheur », conçu comme épanouissement personnel**, ou recherche du plaisir.

Dès lors le pouvoir politique n'a plus pour rôle d'inviter tout le monde à débattre des conditions du bien public ; il lui est surtout demandé de **protéger les droits individuels**, de **garantir la sécurité** des biens et des personnes, afin que chacun puisse poursuivre dans son coin sa quête de bonheur personnel.

→ Cependant, cette conception de la liberté ne comporte-t-elle pas un risque ?

Selon Constant, *« Le danger de la liberté moderne, c'est qu'absorbés dans la jouissance de notre indépendance privée, et dans la poursuite de nos intérêts particuliers, nous ne renoncions trop facilement à notre droit de partage dans le pouvoir politique. »*

Autrement dit, il y a un risque de **se désintéresser** totalement de la vie politique pour se consacrer uniquement aux plaisirs privés, obtenus dans le secret du foyer. Oubliant le sens originel du mot démocratie, qui nous invite à participer au pouvoir, nous le confondons avec celui de la « liberté de faire ce que nous voulons » (dire ce que nous pensons, croire en ce qui nous plaît) sans nous préoccuper de l'élaboration des lois et du **bien commun**.

Le risque, c'est donc **la dé-politisation de l'individu**, qui se décharge de sa part de souveraineté – soit en se contentant d'élire des représentants, soit en se retirant totalement de la vie démocratique. Les gouvernants ont alors toute liberté d'user du pouvoir comme bon leur semble, car les citoyens sont passifs et **indifférents**.

* C'est ce même risque que pointe **Tocqueville** : les hommes des démocraties modernes sont avant tout intéressés par leur bonheur particulier, et *« chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres. »* (*De la démocratie en Amérique*).

Cette situation est encouragée par les hommes au pouvoir, qui ont intérêt à ce que l'on ne s'intéresse pas à eux. Tocqueville parle de *« nouveau despotisme »* pour qualifier ce nouveau pouvoir qui s'épanouit en régime « démocratique » : *« il aime que les citoyens se réjouissent, pourvu qu'ils ne pensent qu'à se réjouir »*.

Les citoyens sont peu à peu **dépossédés** du pouvoir d'agir directement sur leurs conditions de vie, du droit de participer à la vie politique, bref de leur **autonomie** : ils sont trop occupés à leurs petits plaisirs et s'habituent à être dirigés, abandonnant à d'autres la fatigue de se gouverner. Ce faisant, ils sont maintenus dans une forme d'**infantilisme**.

Comme les hommes ont besoin d'être dirigés (ils ne peuvent plus le faire eux-mêmes) mais veulent aussi rester « libres » (au moins dans la forme), il en résulte un pouvoir unique et tout-puissant mais *désigné* par les citoyens : c'est le régime de la démocratie représentative, où les hommes « choisissent » eux-mêmes leurs maîtres, tout en s'estimant satisfaits de vivre en « démocratie » (mot qui flatte leur besoin de liberté).

[En réalité, on peut se demander si une démocratie où les citoyens ne participent quasiment plus à l'exercice du pouvoir n'est pas une oligarchie déguisée (« oligarchie » : pouvoir de quelques-uns). Les mêmes hommes politiques, issus des mêmes clans, se succèdent au pouvoir indéfiniment, et décident des lois sans consultation au motif que l'élection les a rendus « légitimes ».

Dans le même temps, les tentatives de s'opposer à des décisions arbitraires et de faire valoir le rôle démocratique des citoyens (par la désobéissance civile, la grève, les manifestations, les occupations) sont alors paradoxalement dénoncées comme « anti-démocratiques », puisque opposées à cette forme dégradée de démocratie.]

* Comme le dit **H. ARENDT** (« Qu'est-ce que la liberté ? ») *« Nous sommes enclins à croire que la liberté commence où la politique finit »*.

Nous, modernes, attendons surtout d'une démocratie qu'elle nous « délivre » **de la politique**, alors que les anciens attendaient de la politique qu'elle les délivre de la vie privée. Spontanément, nous pensons la vie politique comme contraignante, difficile, lourde, conflictuelle, épuisante, et moins nous nous en occupons, plus nous nous sentons « libres ». C'est **la conception « libérale » de la liberté** : *« moins il y a de politique, plus il y a de liberté »*.

En résumé : Puisque la liberté antique n'est pas la même que la liberté moderne, il s'ensuit qu'elles sont respectivement menacées de **dangers différents**. Le danger de la liberté antique repose sur une aliénation de l'individu, que l'État écrase l'individu.

Mais le danger qui guette la liberté moderne est, comme le suggère Tocqueville, que l'individu soit trop absorbé par la poursuite de ses intérêts individuels et **renonce à ses droits de partage du pouvoir politique** (mettant ainsi en danger sa liberté individuelle, puisque c'est le pouvoir politique qui en assure la sauvegarde et la protection).

Le discours de Benjamin Constant se conclut en expliquant la nécessité d'**apprendre à combiner ces deux types de liberté, pour se garder de leurs dangers respectifs**.